

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JUILLET 1913.

Projet de loi établissant une taxe sur les spectacles cinématographiques (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE LIEDEKERKE.

MESSIEURS,

De tout temps les entreprises de spectacles ont été soumises à l'impôt, or il se fait que les inventions modernes ont donné naissance à un nouveau genre de représentations, qui fait courir les foules et que les impôts existant en Belgique n'atteignent presque pas.

Ce nouveau genre de spectacle pouvant être exploité la plus grande partie de la journée et de la soirée, et permettant de donner un grand nombre de séances successives, le droit de patente, qui est calculé par jour et par vingtaines de places, n'est plus en rapport avec l'importance des bénéfices souvent réalisés.

A la suite de ces constatations, il a paru équitable, dans un moment où la défense nationale imposait des sacrifices sérieux à la nation, de demander à ces entreprises spéciales de participer, dans une mesure plus étendue, aux charges de l'État.

Si le cinéma peut être un moyen d'instruction pour les foules et peut faire du bien, il peut aussi être — il l'est malheureusement parfois — un moyen de propagande nuisible ou peu moral.

Tous les États se sont préoccupés de l'inconvénient sérieux que trop aisément ils présentent en attirant la petite jeunesse à des spectacles qui ne

(1) Projet de loi, n° 293.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. BERLOZ, DE LIEDEKERKE, WAUWERMANS, MECHelynck, LIEBAERT et WÖESTE.

sont pas de son âge, et beaucoup de pays ont pris des mesures de protection plus ou moins efficaces dans ce sens.

La généralité des villes un peu importantes a frappé aussi ces spectacles d'une taxe.

ART. 1 (amendé).

Cet article désigne d'une façon précise qui doit l'impôt et sur quelle base il est calculé et dû.

Tout entrepreneur habituel ou accidentel de spectacles cinématographiques publics, que ces spectacles soient l'objet unique, principal ou accessoire de l'entreprise ou de la séance, devra l'impôt. Le mot public doit être entendu et interprété ici comme il l'est à l'article 16 de la loi du 22 mars 1886.

En un mot, la taxe sera due partout où l'on donnera un spectacle quelconque agrémenté de vues cinématographiques moyennant une entrée ou une recette quelconque.

L'on pourrait cependant constituer un cercle cinématographique, c'est-à-dire où tous les membres paieraient une cotisation annuelle pour jouir d'un certain nombre de spectacles sans être soumis à la taxe, si ces représentations ne sont qu'à l'usage des membres ou gratuites pour les invités. Mais une société privée où l'on donnerait par hasard une soirée payante devrait la taxe.

Et quelle est cette taxe ?

1° Le minimum est de 2 francs par journée.

2° Elle est calculée suivant la recette de quinzaine et varie depuis le point de départ de 1 % jusqu'à 6 % suivant le millième des recettes.

De 1 à 1,000 francs par quinzaine, elle sera de 1 %.

De 1,000 à 2,000 francs, elle sera entre 1 et 2 %; un cinéma rapportant 1,865 francs par exemple en une quinzaine devra 1.86 % de la recette ou fr. 34.69.

Comment se comptera la recette, que comprendra celle-ci :

1° Les billets d'entrée dans leur sens le plus large;

2° L'augmentation manifeste des consommations;

3° La vente des programmes;

4° Toute autre espèce de recette directe ou indirecte que l'ingéniosité des exploitants pourrait imaginer.

ART. 2 (amendé).

La Section centrale, désirant réduire considérablement le minimum de la taxe, propose de supprimer l'article 2 du projet.

Celui-ci, en effet, aurait pu donner lieu à quantité de discussions et de

réclamations à cause de la difficulté presque insurmontable de prévoir tous les cas qui pourraient se présenter.

Il lui a paru plus sage, dans ces conditions, de le supprimer et d'imposer tous les spectacles publics de ce genre donnant lieu à une recette.

ART. 3 (amendé).

Pour mettre cet article en rapport avec l'article 1, la section centrale propose d'amender quelque peu l'article 3 du projet.

Cet article impose certaines conditions permettant le contrôle des recettes; il n'a donné lieu à aucun échange de vues spécial.

ART. 4 (amendé).

L'article 4, lui aussi, a dû être mis en rapport avec l'article 1 amendé.

Il indique à qui, où et quand les exploitants devront présenter leurs comptes et acquitter l'impôt.

Le minimum fixé à l'article 1 sera perçu d'avance.

ART. 5.

L'article 5 prévoit la taxation d'office dans le cas où le redevable ne ferait pas de déclaration ou ferait une déclaration manifestement insuffisante.

Cet article n'a donné lieu à aucune discussion spéciale.

ART. 6.

L'article 6 permet aux redevables taxés d'office, ainsi qu'à tous ceux qui se croiraient lésés, de réclamer contre la décision du receveur, et ce pendant trois mois.

Les recours en appel et en cassation sont prévus également et réglés suivant la loi du 6 septembre 1895.

ART. 7 (amendé).

Les modifications proposées à cet article s'expliquent aisément par celles apportées à l'article 1^{er}.

Les spectacles soumis à la taxe étant ceux donnant lieu à un droit d'entrée ou à une recette, et étant donc publics, la disposition est approuvée par la section centrale.

Les agents de la surveillance que mentionne cet article sont ceux que désigne l'article 34 de la loi du 24 mai 1819 concernant le droit de patente.

ART. 8.

L'article 8 édicte les peines et amendes en cas de contravention, il est d'usage dans la législation fiscale et a été approuvé.

ART. 9.

Cet article a été adopté.

ART. 10 (nouveau).

Il autorise une perception de 100 centimes additionnels sur la taxe proposée, au profit des provinces et des communes. Comme il a été dit plus haut, la plupart des grandes communes percevant actuellement une taxe sur ces spectacles, il a paru équitable de donner sur ces centimes additionnels la plus grosse part aux communes.

ART. 11 (nouveau).

Cet article porte que la présente loi est exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1913. Il s'explique de lui-même.

Le projet tel qu'il nous est soumis a été approuvé par 5 voix contre 1.

Le Rapporteur,

C^{te} PIERRE DE LIEDEKERKE.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.

**SPECTACLES
CINÉMATOGRAPHIQUES**

**PROJET
DU GOUVERNEMENT
ET
AMENDEMENTS PRÉSENTÉS
PAR
LA SECTION CENTRALE.**

**KINEMA-
VERTOONINGEN**

**TEKST UITGAANDE VAN
DE REGEERING
EN
AMENDEMENTEN VOORGESTELD
DOOR
DE MIDDENAFDEELING.**

Projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

Quiconque organise habituellement ou accidentellement des spectacles cinématographiques, que ceux-ci constituent l'objet unique, principal ou accessoire de l'entreprise, est assujéti, pour chaque séance, à une taxe de 1 franc par film employé.

Si le film a plus de 130 mètres de longueur, la taxe est augmentée de 10 centimes par dizaine de mètres au delà de 130 mètres; les fractions de dizaine ne dépassant pas la moitié sont négligées et celles dépassant la moitié sont comptées pour une dizaine.

ART. 2.

La taxe n'est due que pour les spectacles donnés soit dans des locaux spécialement affectés à cet usage, soit dans des établissements à but de lucre tels que débits de boissons, hôtels, restaurants, théâtres, salles de danse et de concert, et leurs dépendances.

ART. 3.

Les entrepreneurs de spectacles qui donnent habituellement plus d'une séance par semaine tiennent un registre, coté et paraphé par le contrôleur des contributions du ressort, dans lequel ils inscrivent, avant chaque séance, le jour et l'heure de celle-ci, ainsi que le nombre, la désignation et la longueur des films qu'ils se proposent d'employer.

Ontwerp van wet

EERSTE ARTIKEL.

Alwie doorgaans of toevallig kinemavertooningen inricht, zonder onderscheid of deze het eenige, voornaamste of bijkomstige voorwerp van de onderneming uitmaken, wordt, voor elke voorstelling, onderworpen aan eene taxe van 1 frank per gebezigten film.

Heeft de film meer dan 130 meter lengte, dan wordt de taxe verhoogd met 10 centiemen per tiental meter boven 130; de breuken van een tiental, die de helft niet overtreffen, worden verwaarloosd en die, welke de helft overtreffen, worden voor een tiental geteld.

ART. 2.

De taxe is slechts verschuldigd voor de vertooningen gegeven, ofwel in daartoe bijzonder bestemde lokalen, ofwel in inrichtingen voor gewin zooals, drank-slijterijen, hotels, spijshuizen, schouwburgen, dans- en concertzalen, en hunne aanhoorigheden.

ART. 3.

De ondernemers van vertooningen die doorgaans meer dan eene voorstelling per week geven, houden een door den controleur der belastingen van het gebied genummerd en gewaarmerkt register, waarin zij, vóór elke voorstelling, den dag en het uur daarvan, alsmede het getal, de aanwijzing en de lengte inschrijven van de films die zij voornemens zijn te gebruiken.

Amendements proposés par la Section
centrale.

ARTICLE PREMIER.

Quiconque organise habituellement ou accidentellement des spectacles cinématographiques publics, que ceux-ci constituent l'objet unique, principal ou accessoire de l'entreprise, est assujéti, *sur le montant brut des recettes dûment constatées*, à une taxe dont le taux pour cent est déterminé par le millième des recettes effectuées pendant les quatorze, quinze ou seize jours consécutifs formant la moitié du mois.

Si les recettes pour cette période sont inférieures à 1,000 francs, le taux de la taxe est de 1 ‰, sans qu'elle puisse être inférieure à 2 francs.

A partir de 1,000 francs, la taxe sera par millième de 1 ‰ en plus sans qu'elle puisse dépasser 6 ‰.

ART. 2.

Supprimer cet article.

ART. 3 (à numéroter 2).

Les entrepreneurs de spectacles cinématographiques tiennent un registre coté et paraphé par le contrôleur des contributions du ressort, dans lequel ils inscrivent *journellement, par catégorie, le montant des recettes et le dernier numéro des tickets, cartes ou billets délivrés pour chaque série.*

Les modèles du registre et des tickets, cartes ou billets sont approuvés par le Ministre des Finances.

Amendementen voorgesteld door
de Middenafdeeling.

EERSTE ARTIKEL.

Alwie doorgaans of toevallig openbare kinemavertooningen inricht, zonder onderscheid of deze het eenige, voornaamste of bijkomende voorwerp van de onderneming uitmaken, is, *op de behoorlijk vastgestelde bruto-ontvangsten*, onderhevig aan eene taxe waarvan het bedrag procent wordt vastgesteld door het duizendste der ontvangsten gedaan gedurende de veertien, vijftien of zestien achtereenvolgende dagen zijnde de helft der maand.

Beloopen de ontvangsten, voor dat tijdsverloop, minder dan 1,000 frank, dan is het bedrag van de taxe 1 t. h., zonder dat ze beneden de 2 frank mag blijven.

Te rekenen van 1,000 frank, is de taxe per duizendste 1 t. h. meer, zonder dat ze 6 t. h. mag te boven gaan.

ART. 2.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 3 (wordt artikel 2).

De ondernemers van kinemavertooningen houden een door den controleur der belastingen van het gebied genummerd en gewaarmerkt register, waarin zij *iederden dag inschrijven, per soort, het bedrag van de ontvangsten, alsmede het laatste nummer der toegangsbewijzen, kaarten of biljetten, voor elke reeks afgegeven.*

Het model van het register, alsmede dit van de toegangsbewijzen, kaarten of biljetten worden door den Minister van Financiën goedgekeurd.

Projet de loi.

ART. 4.

La taxe est acquittée au bureau du receveur des contributions de la commune dans laquelle se trouve l'établissement ou dans laquelle le spectacle est donné, au plus tard le troisième jour qui suit celui de la séance, sur la déclaration de l'entrepreneur, appuyée éventuellement d'un extrait du registre prescrit par l'article 3.

Toutefois, l'exploitant d'un établissement à demeure fixe peut, moyennant caution suffisante, acquitter la taxe par quinzaine, sur déclaration faite dans les trois jours qui suivent le 15 et le dernier jour de chaque mois.

ART. 5.

A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le redevable peut être taxé d'office par le contrôleur des contributions du ressort, sauf le droit de réclamation et de recours.

ART. 6.

Toute réclamation doit, à peine de déchéance, être adressée, dans les trois mois du paiement litigieux ou de la taxation d'office, au directeur provincial des contributions, qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts, contre cette décision, dans les formes et délais fixés par les articles 6 et suivants de la loi du 6 septembre 1893, relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs.

Ontwerp van wet.

ART. 4.

De taxe wordt betaald ten kantore van den ontvanger der belastingen van de gemeente waarin zich de inrichting bevindt of waarin de vertooning gegeven wordt, uiterlijk den derden dag volgende op dien der voorstelling, op aangifte van den aannemer, bij voorkomend geval gestaafd door een uittreksel uit het register, voorgeschreven bij artikel 3.

Echter, mits voldoende borgstelling, mag de houder van eene vaste inrichting de taxe om de vijftien dagen betalen, op aangifte gedaan binnen drie dagen volgende op den 15^e en op den laatsten dag van elke maand.

ART. 5.

Bij gebreke van aangifte of ingeval van ontoereikendheid daarvan, kan de schatplichtige van ambtswege door den controleur der belastingen van het gebied in de taxe aangeslagen worden, behoudens het recht van bezwaar en van hooger beroep.

ART. 6.

Elk bezwaar moet, op straffe van verval, binnen drie maanden na de betwiste betaling, of na de van ambtswege gedane taxatie, worden ingediend bij den provincialen bestuurder der belastingen; deze doet uitspraak door eene met redenen omkleede beslissing.

Tegen deze beslissing mag hooger beroep of voorziening in cassatie worden ingesteld in den vorm en binnen de termijnen bepaald bij de artikelen 6 en volgende der wet van 6 September 1893, betreffende de fiskale aanslagen in zake van rechtstreeksche belastingen.

**Amendements proposés par la Section
centrale.****ART. 4 (à numéroter 3).**

Le *minimum* de la taxe prévue à l'article 1 est acquitté au bureau du receveur des contributions de la commune dans laquelle le spectacle doit être donné, *avant le commencement de celui-ci*. Le *payement* est complété au plus tard le troisième jour qui suit le quatorzième, le quinzième ou le seizième jour du mois, sur la déclaration de l'entrepreneur, appuyée éventuellement d'un extrait du registre, prescrit à l'article 3.

ART. 5 (à numéroter 4).

(Comme ci-contre.)

ART. 6 (à numéroter 5).

(Comme ci-contre.)

**Amendementen voorgesteld door
de Middenafdeeling.****ART. 4 (wordt artikel 3).**

Het minimum van de taxe, voorzien bij artikel 1, wordt betaald ten kantore van den ontvanger der belastingen van de gemeente waarin de vertooning moet worden gegeven en vóór den aanvang van deze. De betaling wordt aangevuld uiterlijk den derden dag volgende op den veertienden, den vijftienden of den zestienden dag der maand, op aangifte van den aannemer, bij voorkomend geval gestaafd door een uittreksel uit het register, voorgeschreven bij artikel 3.

ART. 5 (wordt artikel 4).

(Zooals hiernevens.)

ART. 6 (wordt artikel 5).

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

ART. 7.

Tout entrepreneur et, le cas échéant, l'occupant du local où le spectacle est donné, sont tenus de laisser pénétrer dans l'établissement les agents de la surveillance; l'entrepreneur est tenu, en outre, de leur représenter les films qui sont en sa possession, comme aussi, le cas échéant, le registre prescrit par l'article 3.

Le Gouvernement est autorisé à prendre, au besoin, d'autres mesures de contrôle.

ART. 8.

Toute fraude ou omission, soit dans le registre prescrit par l'article 3, soit dans la déclaration visée à l'article 4, tout refus de visite et toute contravention aux mesures de contrôle sont punis, indépendamment du paiement de la taxe fraudée, d'une amende de 50 francs à 1,000 francs, et, subsidiairement, d'un emprisonnement d'un à huit jours.

ART. 9.

Les dispositions légales relatives au recouvrement du droit de patente, à la constatation et à la poursuite des contraventions, sont applicables à la taxe établie par la présente loi pour autant que celle-ci n'y déroge pas.

Ontwerp van wet.

ART. 7.

Alle ondernemer en, bij voorkomend geval, de bewoner van het huis waar de vertooning wordt gegeven, zijn gehouden de agenten van het toezicht in de inrichting binnen te laten; de ondernemer is, daarenboven, gehouden hun de in zijn bezit zijnde films, evenals, bij voorkomend geval, het bij artikel 3 voorgeschreven register te vertoonen.

De Regeering wordt gemachtigd om, desnoods, andere maatregelen van toezicht te nemen.

ART. 8.

Alle bedrog of weglating, hetzij in het register, bij artikel 3 voorgeschreven, hetzij in de aangifte bedoeld in artikel 4, evenals elke weigering van bezoek, en elke overtreding van de maatregelen van toezicht worden gestraft, onverminderd de betaling van de ontdoken taxe, met eene boete van 50 tot 1,000 frank, en, op vervangende wijze, met eene gevangenisstraf van één tot acht dagen.

ART. 9.

De wettelijke bepalingen betreffende de invordering van het patentrecht, de vaststelling van en de rechtsvervolgning tegen de overtredingen zijn van toepassing op de taxe gevestigd bij deze wet in zoover deze daarvan niet afwijkt.

Amendements proposés par la Section
centrale.

ART. 7 (à numéroter 6).

Tout entrepreneur et, le cas échéant, l'occupant du local où le spectacle est donné, sont tenus de laisser pénétrer dans l'établissement les agents de la surveillance; l'entrepreneur est tenu, en outre, de leur représenter le registre prescrit par l'article 3, comme aussi les *tickets, cartes ou billets qui sont en sa possession.*

Le Gouvernement est autorisé à prendre, au besoin, par arrêté royal, d'autres mesures de contrôle.

ART. 8 (à numéroter 7).

(Comme ci-contre.)

ART. 9 (à numéroter 8).

(Comme ci-contre.)

ARTICLE NOUVEAU (à numéroter 11).

Les additionnels provinciaux et communaux à la taxe établie par la présente loi ne peuvent dépasser respectivement 25 % et 75 % de cette taxe.

Amendementen voorgesteld door
de Middenafdeeling.

ART. 7 (wordt artikel 6).

Alle ondernemer en, bij voorkomend geval, de bewoner van het huis waar de vertooning wordt gegeven, zijn gehouden de agenten van het toezicht in de inrichting binnen te laten; de ondernemer is, daarenboven, gehouden hun het register, bij artikel 3 voorgeschreven, te vertoonen alsmede *de in zijn bezit zijnde plaatsbewijzen, kaarten of biljetten.*

De Regeering wordt gemachtigd om, desnoods, andere maatregelen van toezicht te nemen.

ART. 8 (wordt artikel 7).

(Zooals hiernevens.)

ART. 9 (wordt artikel 8).

(Zooals hiernevens.)

NIEUW ARTIKEL (wordt artikel 11).

De provinciale en gemeentelijke opcenten op de bij deze wet gevestigde taxe mogen, respectievelijk, 25 t. h. en 75 t. h. van die taxe niet te boven gaan.

Projet de loi.
—

Ontwerp van wet.
—

.

—

**Amendements proposés par la Section
centrale.**

Les impositions provinciales et communales actuellement établies sur les spectacles cinématographiques seront abolies à partir du 1^{er} janvier 1914.

ARTICLE NOUVEAU (à numéroté 12).

La présente loi est exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1914.

**Amendementen voorgesteld door
de Middenafdeeling.**

De thans op de kinemavertooningen gestelde rechten ten bate van de provinciën en van de gemeenten worden afgeschaft te rekenen van en met 1 Januari 1914.

NIEUW ARTIKEL (wordt artikel 12).

Deze wet is uitvoerbaar te beginnen van en met 1 Januari 1914.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 JULI 1913.

Ontwerp van wet tot vestiging eener taxe op de kinemavertooningen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER DE **LIEDEKERKE**

MIJNE HEEREN,

Steeds werden de ondernemingen van vertooningen aan belasting onderworpen; welnu, de hedendaagsche uitvindingen verwekten eene nieuwe soort van vertooningen, die grooten volkstoeeloop uitlokken en door de in België bestaande belastingen schier niet getroffen worden.

Daar die nieuwe soort van vertooning het grootste deel van den dag en van de avond kan geëxploiteerd worden en er talrijke achtereenvolgende zittingen kunnen plaats hebben, is het patentrecht, dat per dag en per twintigtallen plaatsen wordt berekend, niet meer in verhouding tot de belangrijkheid der winsten welke niet zelden verwezenlijkt worden.

Ten gevolge van die bevindingen bleek het billijk, op het oogenblik dat 's Lands verdediging aan de natie ernstige opofferingen oplegde, aan die speciale ondernemingen te vragen dat zij in grootere mate zouden bijdragen tot 's Rijks lasten.

De kinema kan het volk onderrichten en goed doen, doch zij kan ook — ongelukkiglijk is zij het soms — een schadelijk of weinig zedelijk propagandemiddel worden.

Al de Staten bekommerden zich met de ernstige bezwaren welke zij te gemakkelijk oplevert door de prille jeugd uit te lokken naar vertoo-

(1) Wetsontwerp, n° 293.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren BERLOZ, DE LIEDEKERKE, WAUWERMANS, MECHELYNCK, LIEBAERT en WOESTE.

ningen waarvoor deze nog te jong is, en vele landen namen, in dien zin, min of meer doelmatige beschermingsmaatregelen.

De steden van eenig belang, in 't algemeen, legden eene belasting op die vertooningen.

Art. 1 (gewijzigd).

Dit artikel bepaalt op juiste wijze wie de belasting moet betalen en volgens welken grondslag deze is berekend en verschuldigd.

Al wië doorgaans of toevallig openbare kinemavertooningen inricht, zonder onderscheid of deze het eenige, voornaamste of bijkomende voorwerp van de onderneming uitmaken, is de belasting verschuldigd.

Het woord « openbare » moet hier worden verstaan en verklaard zooals het wordt verstaan en verklaard in artikel 16 der wet van 22 Maart 1886.

Met een woord, de taxe zal verschuldigd zijn overal waar men eenige vertooning zal geven, opgeluisterd door kinemazichten, tegen toegangsprijs of om 'teven welke ontvangst.

Men zou nochtans een kinemakring kunnen oprichten, waar al de leden eene jaarlijksche bijdrage zouden betalen om het genot te hebben van een zeker getal vertooningen, zonder aan de taxe onderhevig te zijn, indien deze vertooningen slechts door de leden of kosteloos door de uitgenoodigden kunnen bijgewoond worden. Doch eene private maatschappij, waar men toevallig eene vertooning zou geven tegen intreegeld, zou de taxe verschuldigd zijn.

En hoeveel bedraagt die taxe?

1^o Het minimum is 2 frank per dag.

2^o Zij wordt berekend volgens de ontvangst van vijftien dagen en verandert van 1 t. h. af tot 6 t. h. toe volgens het duizendstal der ontvangsten.

Van 1 tot 1,000 frank per vijftien dagen, zal zij 1 t. h. beloopen.

Van 1,000 tot 2,000 frank, zal zij tusschen 1 en 2 t. h. zijn; bijvoorbeeld zou een kinema, die op vijftien dagen 1,863 frank zou opbrengen, 1.86 t. h. van de ontvangsten, dus fr. 34.69, behoeven te betalen.

Hoe zal de ontvangst worden berekend? Wat zal ze begripen?

1^o De intreebiljetten in den ruimsten zin;

2^o De klaarblijkelijke vermeerdering van het verbruikte;

3^o Den verkoop van programma's;

4^o Elke andere soort van rechtstreeksche of onrechtstreeksche ontvangst, welke door de vernuftigheid der houders kan uitgevonden worden.

Art. 2 (gewijzigd).

De Middenafdeeling verlangt het minimum der taxe merklijk te verminderen en stelt bijgevolg voor, artikel 2 van het ontwerp te doen wegvallen.

Dit artikel kon inderdaad aanleiding geven tot tal van besprekingen en bezwaarschriften wegens de schier onoverkomelijke moeilijkheid om al de mogelijke gevallen te voorzien.

Dit zoo zijnde, scheen het haar raadzamer, het artikel weg te laten en al de openbare vertooningen van dien aard, die tot ontvangsten aanleiding geven, te belasten.

ART. 3 (gewijzigd).

Om dit artikel in overeenstemming te brengen met artikel 1, stelt de Middenafdeeling voor, artikel 3 van het ontwerp ietwat te wijzigen.

Dit artikel, welk eenige verplichtingen oplegt, toelatende de ontvangsten na te gaan, gaf geen aanleiding tot bijzondere gedachtenwisseling.

ART. 4 (gewijzigd).

Ook dit artikel 4 moest in overeenstemming worden gebracht met het gewijzigd artikel 1.

Het bepaalt aan wie, waar en wanneer de exploitanten hunne rekeningen zullen moeten overleggen en de belasting betalen. Het bij artikel 1 bepaald minimum moet bij voorbaat betaald worden.

ART. 5.

Artikel 5 voorziet den aanslag van ambtswege, ingeval de schatplichtige geene aangifte of slechts eene klaarblijkelijk ontoereikende aangifte doet.

Dit artikel gaf geen aanleiding tot eene bijzondere behandeling.

ART. 6.

Artikel 6 laat aan de van ambtswege aangeslagenen toe, alsook aan al wie zich benadeeld mocht achten, binnen de drie maanden bezwaren in te brengen tegen de beslissing van den ontvanger.

Het hooger beroep of het beroep in cassatie worden insgelijks voorzien en geregeld volgens de wet van 6 September 1895.

ART. 7 (gewijzigd).

De wijzigingen, in dit artikel voorgesteld, zijn zeer uitlegbaar door die in artikel 1.

Daar de getaxeerde vertooningen die zijn, welke aanleiding geven tot een intreegeld of eene ontvangst en dus openbaar zijn, wordt de bepaling door de Middenafdeeling aangenomen.

De agenten van het toezicht, in dit artikel vermeld, zijn die welke zijn aangeduid in artikel 34 der wet van 21 Mei 1849 betreffende het patentrecht.

ART. 8.

Artikel 8 bepaalt de straffen en boeten ingeval van overtreding; die bepaling is gebruikelijk in de fiskale wetten en werd goedgekeurd.

ART. 9.

Dit artikel werd aangenomen.

ART. 10 (nieuw).

Dit artikel veroorlooft eene heffing van 100 opcenten op de voorgestelde taxe, ten bate van de provinciën en de gemeenten. Zooals hierboven werd gezegd, heffen de meeste groote gemeenten tegenwoordig eene taxe op die vertooningen; het scheen dus billijk het grootste aandeel van die opcenten aan de gemeenten te geven.

ART. 11 (nieuw).

Dit artikel bepaalt dat deze wet in werking treedt van 1 Januari 1913 af. Het dient niet te worden verklaard.

Zooals het ons is voorgelegd, werd het ontwerp goedgekeurd met 5 stemmen tegen 1.

De Verslaggever,

GRAAF PIERRE DE LIEDEKERKE.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.

**SPECTACLES
CINÉMATOGRAPHIQUES**

**PROJET
DU GOUVERNEMENT
ET
AMENDEMENTS PRÉSENTÉS
PAR
LA SECTION CENTRALE.**

**KINEMA-
VERTOONINGEN**

**TEKST UITGAANDE VAN
DE REGEERING
EN
AMENDEMENTEN VOORGESTELD
DOOR
DE MIDDENAFDEELING.**

Projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

Quiconque organise habituellement ou accidentellement des spectacles cinématographiques, que ceux-ci constituent l'objet unique, principal ou accessoire de l'entreprise, est assujéti, pour chaque séance, à une taxe de 1 franc par film employé.

Si le film a plus de 130 mètres de longueur, la taxe est augmentée de 10 centimes par dizaine de mètres au delà de 130 mètres; les fractions de dizaine ne dépassant pas la moitié sont négligées et celles dépassant la moitié sont comptées pour une dizaine.

ART. 2.

La taxe n'est due que pour les spectacles donnés soit dans des locaux spécialement affectés à cet usage, soit dans des établissements à but de lucre tels que débits de boissons, hôtels, restaurants, théâtres, salles de danse et de concert, et leurs dépendances.

ART. 3.

Les entrepreneurs de spectacles qui donnent habituellement plus d'une séance par semaine tiennent un registre, coté et paraphé par le contrôleur des contributions du ressort, dans lequel ils inscrivent, avant chaque séance, le jour et l'heure de celle-ci, ainsi que le nombre, la désignation et la longueur des films qu'ils se proposent d'employer.

Ontwerp van wet

EERSTE ARTIKEL.

Alwie doorgaans of toevallig kinemavertooningen inricht, zonder onderscheid of deze het eenige, voornaamste of bijkomstige voorwerp van de onderneming uitmaken, wordt, voor elke voorstelling, onderworpen aan eene taxe van 1 frank per gebezigten film.

Heeft de film meer dan 130 meter lengte, dan wordt de taxe verhoogd met 10 centiemen per tiental meter boven 130; de breuken van een tiental, die de helft niet overtreffen, worden verwaarloosd en die, welke de helft overtreffen, worden voor een tiental geteld.

ART. 2.

De taxe is slechts verschuldigd voor de vertooningen gegeven, ofwel in daartoe bijzonder bestemde lokalen, ofwel in inrichtingen voor gewin zooals, drank-slijterijen, hotels, spijshuizen, schouwburgen, dans- en concertzalen, en hunne aanhoorigheden.

ART. 3.

De ondernemers van vertooningen die doorgaans meer dan eene voorstelling per week geven, houden een door den controleur der belastingen van het gebied genummerd en gewaarmerkt register, waarin zij, vóór elke voorstelling, den dag en het uur daarvan, alsmede het getal, de aanwijzing en de lengte inschrijven van de films die zij voornemens zijn te gebruiken.

Amendements proposés par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Quiconque organise habituellement ou accidentellement des spectacles cinématographiques publics, que ceux-ci constituent l'objet unique, principal ou accessoire de l'entreprise, est assujéti, sur le montant brut des recettes dûment constatées, à une taxe dont le taux pour cent est déterminé par le millième des recettes effectuées pendant les quatorze, quinze ou seize jours consécutifs formant la moitié du mois.

Si les recettes pour cette période sont inférieures à 1,000 francs, le taux de la taxe est de 1 ‰, sans qu'elle puisse être inférieure à 2 francs.

A partir de 1,000 francs, la taxe sera par millième de 1 ‰ en plus sans qu'elle puisse dépasser 6 ‰.

ART. 2.

Supprimer cet article.

ART. 3 (à numéroter 2).

Les entrepreneurs de spectacles cinématographiques tiennent un registre coté et paraphé par le contrôleur des contributions du ressort, dans lequel ils inscrivent journellement, par catégorie, le montant des recettes et le dernier numéro des tickets, cartes ou billets délivrés pour chaque série.

Les modèles du registre et des tickets, cartes ou billets sont approuvés par le Ministre des Finances.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

EERSTE ARTIKEL.

Alwie doorgaans of toevallig openbare kinemavertooningen inricht, zonder onderscheid of deze het eenige, voornaamste of bijkomende voorwerp van de onderneming uitmaken, is, op de behoorlijk vastgestelde bruto-ontvangsten, onderhevig aan eene taxe waarvan het bedrag procent wordt vastgesteld door het duizendste der ontvangsten gedaan gedurende de veertien, vijftien of zestien achtereenvolgende dagen zijnde de helft der maand.

Beloopen de ontvangsten, voor dat tijdsverloop, minder dan 1,000 frank, dan is het bedrag van de taxe 1 t. h., zonder dat ze beneden de 2 frank mag blijven.

Te rekenen van 1,000 frank, is de taxe per duizendste 1 t. h. meer, zonder dat ze 6 t. h. mag te boven gaan.

ART. 2.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 3 (wordt artikel 2).

De ondernemers van kinemavertooningen houden een door den controleur der belastingen van het gebied genummerd en gewaarmerkt register, waarin zij iederen dag inschrijven, per soort, het bedrag van de ontvangsten, alsmede het laatste nummer der toegangsbewijzen, kaarten of biljetten, voor elke reeks afgegeven.

Het model van het register, alsmede dit van de toegangsbewijzen, kaarten of biljetten worden door den Minister van Financiën goedgekeurd.

Projet de loi.

ART. 4.

La taxe est acquittée au bureau du receveur des contributions de la commune dans laquelle se trouve l'établissement ou dans laquelle le spectacle est donné, au plus tard le troisième jour qui suit celui de la séance, sur la déclaration de l'entrepreneur, appuyée éventuellement d'un extrait du registre prescrit par l'article 3.

Toutefois, l'exploitant d'un établissement à demeure fixe peut, moyennant caution suffisante, acquitter la taxe par quinzaine, sur déclaration faite dans les trois jours qui suivent le 15 et le dernier jour de chaque mois.

ART. 5.

A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le redevable peut être taxé d'office par le contrôleur des contributions du ressort, sauf le droit de réclamation et de recours.

ART. 6.

Toute réclamation doit, à peine de déchéance, être adressée, dans les trois mois du paiement litigieux ou de la taxation d'office, au directeur provincial des contributions, qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts, contre cette décision, dans les formes et délais fixés par les articles 6 et suivants de la loi du 6 septembre 1893, relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs.

Ontwerp van wet.

ART. 4.

De taxe wordt betaald ten kantore van den ontvanger der belastingen van de gemeente waarin zich de inrichting bevindt of waarin de vertooning gegeven wordt, uiterlijk den derden dag volgende op dien der voorstelling, op aangifte van den aannemer, bij voorkomend geval gestaafd door een uittreksel uit het register, voorgeschreven bij artikel 3.

Echter, mits voldoende borgstelling, mag de houder van eene vaste inrichting de taxe om de vijftien dagen betalen, op aangifte gedaan binnen drie dagen volgende op den 15^e en op den laatsten dag van elke maand.

ART. 5.

Bij gebreke van aangifte of ingeval van ontoereikendheid daarvan, kan de schatplichtige van ambtswege door den controleur der belastingen van het gebied in de taxe aangeslagen worden, behoudens het recht van bezwaar en van hooger beroep.

ART. 6.

Elk bezwaar moet, op straffe van verval, binnen drie maanden na de betwiste betaling, of na de van ambtswege gedane taxatie, worden ingediend bij den provincialen bestuurder der belastingen; deze doet uitspraak door eene met redenen omkleede beslissing.

Tegen deze beslissing mag hooger beroep of voorziening in cassatie worden ingesteld in den vorm en binnen de termijnen bepaald bij de artikelen 6 en volgendeder wet van 6 September 1893, betreffende de fiskale aanslagen in zake van rechtstreeksche belastingen.

Amendements proposés par la Section
centrale.

ART. 4 (à numéroter 3).

Le *minimum* de la taxe prévue à l'article 1 est acquitté au bureau du receveur des contributions de la commune dans laquelle le spectacle doit être donné, *avant le commencement de celui-ci*. Le *payement* est complété au plus tard le troisième jour qui suit le *quatorzième, le quinzième ou le seizième jour du mois*, sur la déclaration de l'entrepreneur, appuyée éventuellement d'un extrait du registre, prescrit à l'article 3.

ART. 5 (à numéroter 4).

(Comme ci-contre.)

ART. 6 (à numéroter 5).

(Comme ci-contre.)

Amendementen voorgesteld door
de Middenafdeeling.

ART. 4 (wordt artikel 3).

Het minimum van de taxe, voorzien bij artikel 1, wordt betaald ten kantore van den ontvanger der belastingen van de gemeente waarin de vertooning moet worden gegeven en vóór den aanvang van deze. De betaling wordt aangevuld uiterlijk den derden dag volgende op den veertienden, den vijftienden of den zestienden dag der maand, op aangifte van den aannemer, bij voorkomend geval gestaafd door een uittreksel uit het register, voorgeschreven bij artikel 3.

ART. 5 (wordt artikel 4).

(Zooals hiernevens.)

ART. 6 (wordt artikel 5).

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

ART. 7.

Tout entrepreneur et, le cas échéant, l'occupant du local où le spectacle est donné, sont tenus de laisser pénétrer dans l'établissement les agents de la surveillance; l'entrepreneur est tenu, en outre, de leur représenter les films qui sont en sa possession, comme aussi, le cas échéant, le registre prescrit par l'article 3.

Le Gouvernement est autorisé à prendre, au besoin, d'autres mesures de contrôle.

ART. 8.

Toute fraude ou omission, soit dans le registre prescrit par l'article 3, soit dans la déclaration visée à l'article 4, tout refus de visite et toute contravention aux mesures de contrôle sont punis, indépendamment du paiement de la taxe fraudée, d'une amende de 50 francs à 1,000 francs, et, subsidiairement, d'un emprisonnement d'un à huit jours.

ART. 9.

Les dispositions légales relatives au recouvrement du droit de patente, à la constatation et à la poursuite des contraventions, sont applicables à la taxe établie par la présente loi pour autant que celle-ci n'y déroge pas.

Ontwerp van wet.

ART. 7.

Alle ondernemer en, bij voorkomend geval, de bewoner van het huis waar de vertooning wordt gegeven, zijn gehouden de agenten van het toezicht in de inrichting binnen te laten; de ondernemer is, daarenboven, gehouden hun de in zijn bezit zijnde films, evenals, bij voorkomend geval, het bij artikel 3 voorgeschreven register te vertoonen.

De Regeering wordt gemachtigd om, desnoods, andere maatregelen van toezicht te nemen.

ART. 8.

Alle bedrog of weglating, hetzij in het register, bij artikel 3 voorgeschreven, hetzij in de aangifte bedoeld in artikel 4, evenals elke weigering van bezoek, en elke overtreding van de maatregelen van toezicht worden gestraft, onverminderd de betaling van de ontdoken taxe, met eene boete van 50 tot 1,000 frank, en, op vervangende wijze, met eene gevangenisstraf van één tot acht dagen.

ART. 9.

De wettelijke bepalingen betreffende de invordering van het patentrecht, de vaststelling van en de rechtsvervolgning tegen de overtredingen zijn van toepassing op de taxe gevestigd bij deze wet in zoover deze daarvan niet afwijkt.

**Amendements proposés par la Section
centrale.**

ART. 7 (à numéroter 6).

Tout entrepreneur et, le cas échéant, l'occupant du local où le spectacle est donné, sont tenus de laisser pénétrer dans l'établissement les agents de la surveillance; l'entrepreneur est tenu, en outre, de leur représenter le registre prescrit par l'article 3, comme aussi *les tickets, cartes ou billets qui sont en sa possession.*

Le Gouvernement est autorisé à prendre, au besoin, par arrêté royal, d'autres mesures de contrôle.

ART. 8 (à numéroter 7).

(Comme ci-contre.)

ART. 9 (à numéroter 8).

(Comme ci-contre.)

ARTICLE NOUVEAU (à numéroter 11).

Les additionnels provinciaux et communaux à la taxe établie par la présente loi ne peuvent dépasser respectivement 25 % et 75 % de cette taxe.

**Amendementen voorgesteld door
de Middenafdeeling.**

ART. 7 (wordt artikel 6).

Alle ondernemer en, bij voorkomend geval, de bewoner van het huis waar de vertooning wordt gegeven, zijn gehouden de agenten van het toezicht in de inrichting binnen te laten; de ondernemer is, daarenboven, gehouden hun het register, bij artikel 3 voorgeschreven, te vertoonen alsmede *de in zijn bezit zijnde plaatsbewijzen, kaarten of biljetten.*

De Regeering wordt gemachtigd om, desnoods, andere maatregelen van toezicht te nemen.

ART. 8 (wordt artikel 7).

(Zooals hiernevens.)

ART. 9 (wordt artikel 8).

(Zooals hiernevens.)

NIEUW ARTIKEL (wordt artikel 11).

De provinciale en gemeentelijke opcenten op de bij deze wet gevestigde taxe mogen, respectievelijk, 25 t.h. en 75 t.h. van die taxe niet te boven gaan.

Projet de loi,
—

Ontwerp van wet.
—

—

**Amendements proposés par la Section
centrale.**

Les impositions provinciales et communales actuellement établies sur les spectacles cinématographiques seront abolies à partir du 1^{er} janvier 1914.

ARTICLE NOUVEAU (à numéroté 12).

La présente loi est exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1914.

**Amendementen voorgesteld door
de Middenafdeeling.**

De thans op de kinemavertooningen gestelde rechten ten bate van de provinciën en van de gemeenten worden afgeschaft te rekenen van en met 1 Januari 1914.

NIEUW ARTIKEL (wordt artikel 12).

Deze wet is uitvoerbaar te beginnen van en met 1 Januari 1914.
